

La rente des ressources naturelles et croissance économique en Afrique : Le rôle des canaux de transmission

Natural resource rents and economic growth in Africa: The role of transmission channels

Romuald BAMOY, (Doctorant)

*Institut de Gouvernance, des Sciences Humaines et Sociales
Université de Yaoundé 2, Cameroun*

Constant FOUOPI DJIOGAP, (Professeur agrégé en Sciences Economiques)

*Laboratoire d'Economie Publique de Yaoundé
Université de Yaoundé 2, Cameroun*

Adresse de correspondance :	BAMOY Romuald, Doctorant, Institut de Gouvernance, de Sciences Humaines et Sociales, Siege Institutionnel Université de Yaoundé 2, Cameroun, Laboratoire d'Economie Publique de Yaoundé, Université de Yaoundé 2, Cameroun Adresse: BP 18 SOA Tel: 00237699676209
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	BAMOY, R., & FOUOPI DJIOGAP , C. (2024). La rente des ressources naturelles et croissance économique en Afrique : Le rôle des canaux de transmission. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 5(3), 455-473. https://doi.org/10.5281/zenodo.10892976
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: February 10, 2024

Accepted: March 26, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 3 (2024)

La rente des ressources naturelles et croissance économique en Afrique : Le rôle des canaux de transmission

Résumé

Cet article vise à évaluer les effets de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique en Afrique en s'appuyant sur les différents canaux de transmission comme : l'ouverture commerciale, les investissements directs étrangers, la qualité des institutions, et le capital humain. À partir d'un échantillon de 44 économies africaines sur la 2002-2022, nous avons fait usage de la Méthode des Moments Généralisés (GMM) développée par (Arellano et Bond, 1991). Comme principaux résultats, la rente des ressources naturelles n'a pas une influence directe significative sur la croissance économique en Afrique, la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique est conditionnée par l'ouverture commerciale, le capital humain (éducation et santé), la maîtrise de la corruption, la stabilité politique et la qualité de la régulation.

Mots clés : Rente des ressources naturelles, Afrique, croissance économique, canaux de transmission. **JEL Classification :** O22

Type du papier : Recherche empirique

Abstract

The aim of this article is to assess the effects of natural resource rents on economic growth in Africa, based on various transmission channels such as: trade openness, foreign direct investment, institutional quality and human capital. Based on a sample of 44 African economies over the period 2002-2022, we used the Generalized Method of Moments (GMM) developed by (Arellano and Bond, 1991). As main results, natural resource rents do not have a significant direct influence on economic growth in Africa, the relationship between natural resource rents and economic growth is conditioned by trade openness, human capital (education and health), corruption control, political stability and regulatory quality.

Key words: Natural resource rents, Africa, economic growth, transmission channels.

Classification JEL : O22

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

Les économistes classiques tels que Smith (1776) et Ricardo (1776) affirment que la richesse en ressources naturelles améliore la croissance économique. Cependant, l'évolution récente de la littérature économique a largement critiqué la validité de cette affirmation. De telles études indiquent que les pays riches en ressources naturelles connaissent des taux de croissance inférieurs à ceux de leurs homologues pauvres en ressources (Sachs et Warner, 1995 ; Badeeb et al. 2017). Auty (1993), pour expliquer ce phénomène de relation négative entre la richesse en ressources naturelles et la croissance économique, à qualifier ce phénomène de « malédiction des ressources naturelles ». Malgré la richesse en ressources naturelles des pays d'Afrique, la croissance économique et le développement dans la région ne sont pas encourageants, ce qui soulève des questions sur l'utilisation des ressources naturelles dans la région (Smith, 2020).

Le continent africain est doté de plusieurs ressources naturelles, notamment des gisements de pétrole et de gaz, de l'or, du diamant, de la bauxite, du cobalt, du charbon, du cuivre et d'autres métaux précieux (Aryeetey et al. 2012). Cependant, il semble y avoir un grave retard de la croissance soutenue dans la région tandis que les pays moins dotés en ressources naturelles comme la Chine, le Japon et la Malaisie connaissent continuellement une croissance soutenue plus élevée (Badeeb et al. 2017). Les causes de la croissance économique paralysée en Afrique malgré les ressources naturelles abondantes restent contestées. Cela explique pourquoi l'Afrique est généralement citée comme l'exemple parfait par les auteurs pour expliquer l'hypothèse de la malédiction des ressources naturelles (Wegenast et al., 2020).

Plusieurs études à travers le monde se sont récemment intéressées à la notion de croissance économique (Ali et Son, 2007 ; Ianchovichina et Lundstrom, 2009 ; Rauniyar et Kanbur, 2010 ; Klasen, 2010 ; Anand et al. 2013 ; Ncube, 2015). Cela étant, il existe différentes interprétations du concept lui-même et différentes méthodes pour le mesurer. C'est dans cette optique que la croissance économique, selon la définition de **François Perroux**, est considéré comme « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension ; pour une nation : le produit global brut ou net en termes réels ». Elle peut donc être assimilée à l'augmentation de la production, et de la richesse, et se mesure par la variation du PIB. De plus (Adam Smith, 1776) et (David Ricardo, 1819) présentent tous deux la croissance économique comme résultant de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la quantité des instruments (« moyens de production produits », selon Smith) à la disposition des travailleurs.

Par ailleurs, dans la théorie économique, il est courant de faire une distinction entre les ressources naturelles, les ressources humaines et les ressources en capital. La théorie de la rente nous vient de l'économiste britannique de David Ricardo. Pour Ricardo, « la rente a un caractère non pas absolu, lié au monopole de la terre, mais différentiel, lié à la fertilité inégale des terres ».

S'agissant des ressources naturelles, elles sont à la base de la production d'autres biens et services économiques. Les ressources sont donc généralement appelées facteurs de production. Elles peuvent être considérées comme des biens de capital naturel, distinct du capital matériel et humain dans la mesure où elles ne sont pas créées par l'activité humaine. Nous définissons donc les ressources naturelles comme des "stocks de matières présentes dans l'environnement naturel qui sont à la fois rares et économiquement utiles à la production ou à la consommation, soit à l'état brut, soit après un minimum de transformation. Par exemple, les minéraux, le pétrole et d'autres matériaux peuvent être extraits et entrer dans le commerce international. Mais d'autres ressources peuvent constituer la base économique de différents secteurs de

l'économie nationale, et n'entrent dans le commerce qu'indirectement (Josling, 2009). Par exemple, le climat et les paysages peuvent être exportés par le biais du tourisme. De même, les terres agricoles, qui constituent la ressource naturelle "fixe" et immobile" par excellence, peuvent être exportées par le biais des produits agricoles qui y sont cultivés. Ainsi, fondamentalement, les ressources naturelles sont souvent un motif d'échange, plutôt qu'une marchandise à part entière.

Ces dernières années, la littérature sur la rente des ressources naturelles a étendu son champ d'analyse sur d'autres variables comme l'ouverture commerciale (Daniel Akwasi Asante et Philip Bosah, 2020), les recettes fiscales (chachu, 2020), la santé et les dépenses de l'éducation (Wigley, 2017 ; Cockx et Francken, 2016). Malgré l'élargissement de ce domaine sur les effets sociaux économiques de la rente des ressources naturelles, peu d'attention a été donnée aux effets de la rente des ressources naturelles sur la croissance en Afrique. En plus, les résultats de certaines études précédentes restent mitigés, (Havranek et al. 2016) dans une enquête quantitative menée sur 402 estimations rapportées dans 33 études, ils constatent que le soutien significatif en faveur de l'hypothèse de la malédiction des ressources est faible lorsque le biais de publication potentiel et l'hétérogénéité des méthodes sont pris en compte. Leurs résultats empiriques ont montré qu'environ 40 % des articles empiriques trouvaient un effet négatif, 40 % ne trouvaient aucun effet et 20 % voyaient un impact positif. (Ouoba, 2016) a analysé les implications de la rente des ressources naturelles et de la dépendance à l'aide d'un échantillon de 28 pays riches en ressources sur la période 1985-2010. Les résultats de l'étude indiquent que la rente des ressources a un effet négatif et significatif sur la croissance économique.

Cette présente étude vise à examiner si la rente des ressources naturelles a un effet significatif sur la croissance économique en Afrique. Différents faits motivent une telle analyse. En Afrique la part des rentes totales des ressources naturelles dans le PIB varie de 10 % à 16,1 % sur la période 2005 à 2020. Cela confirme que la dépendance à l'égard des ressources naturelles en Afrique est assez élevée. La part des rentes pétrolières dans le PIB des pays riches en pétrole a été très élevée (environ 20 %), mais diminue par la suite. La part des rentes minières dans le PIB des pays riches en minerais fluctue autour de 5 % sur la même période. Les pays africains ne sont pas bien dotés en termes de ressources en gaz naturel et en charbon, car elles fluctuent autour de 1 % sur la même période (Banque Mondiale, 2020). Ces faits illustrent que les pays Africains pauvres en ressources naturelles surpassent leurs homologues riches en ressources naturelles par une croissance stable. Existe-t-il des preuves empiriques pour étayer ces faits ? Contrairement aux travaux antérieurs de (Auty, 1993 ; Sachs et Warner, 1997 ; Karl, 1997) et (Havranek et al. 2016), ou ces auteurs ont constaté que les pays riches en ressources naturelles avaient une faible croissance économique par rapport aux pays dépourvus de ces ressources. Les contributions de notre étude s'articulent autour de trois points : premièrement, à notre connaissance, peu de recherche sur les effets de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique a été menée spécifiquement en Afrique. Cette recherche apporte par conséquent de nouvelles informations concernant cette problématique dans le contexte africain. Deuxièmement, certains travaux soulignent que l'effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance peut se différer selon les canaux de transmissions. C'est dans cette optique que nous examinerons les effets de la rente des ressources sur la croissance économique en s'appuyant sur les différents canaux de transmissions comme : les exportations des ressources naturelles, les investissements directs étrangers, et la qualité des institutions. Troisièmement, contrairement aux travaux antérieurs, dans le cadre de notre étude, nous adopterons donc la démarche de (Blundell et Bond, 1998, Arellano et Bover, 1995) qui permet d'utiliser les variables retardées, mais différenciées comme instruments, en utilisant les données des 44 pays africains couvrant la période de 2002 à 2022. L'avantage avec cette méthode qu'elle identifie les variables endogènes du modèle et par conséquent les instruments et fixe la limite des retards des variables endogènes différenciées utilisées comme instruments.

Compte tenu de l'absence de consensus qui se dégage des précédents travaux, comme les travaux de (Rustamov et Adaoglu, 2018 ; Shahbaz et al., 2018 ; Asif et al., 2020 ; Guan et al., 2020), et de l'abondance des ressources naturelles dont bénéficie l'Afrique, mais qui demeure malheureusement marquée par les résultats médiocres en matière de la croissance et le développement économique, cette étude vise à répondre à la question suivante : **Quel est l'effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique en Afrique ?**

Le reste de ce chapitre est organisé comme suit : La section 2 présente la revue de la littérature, la section 3 présente la stratégie méthodologique et des données, tandis que la section 4 présente les résultats et les discussions. La section 5 quant à elle fait guise de conclusion.

2. Revue de la littérature et formulation d'hypothèse

2.1 Revue de la littérature

Les rentes tirées des ressources naturelles peuvent stimuler la croissance économique d'un pays par divers canaux. La rente des ressources naturelles est le bénéfice économique ou la valeur ajoutée gagnée par une entreprise (y compris les actionnaires et le gouvernement) après prise en compte des coûts de production (en particulier des facteurs de production) et des coûts d'opportunité des ressources de production. Les ressources sont essentiellement supérieures au coût marginal (van der Ploeg, 2011). Les rendements de la rente des ressources naturelles sont très imprévisibles, car ils peuvent être élevés (profits anormaux), faibles (profits normaux), nuls (équilibre) ou négatifs (pertes), et leur impact sur la croissance économique varie donc d'un pays à l'autre. (pertes), de sorte que leur impact sur la croissance économique varie selon les pays. Les économistes classiques considéraient les ressources naturelles comme un contributeur majeur à la croissance économique et au développement durable. Par conséquent, les pays riches en ressources naturelles réussissent bien en termes de croissance soutenue (hypothèse de bénédiction des ressources). Cependant, cette vision traditionnelle selon laquelle les rentes des ressources naturelles peuvent atténuer la pauvreté, le chômage et les inégalités de revenus pour promouvoir une croissance économique et un développement durable a été remise en question par des études empiriques antérieures (Moradbeigi et Law, 2017 ; Van der Ploeg, 2011, 2006). Cela a abouti au fameux phénomène de « l'hypothèse de la malédiction des ressources » dans les pays en développement (Badeeb et al. 2017).

En outre, les ressources naturelles ont un impact négatif sur la croissance économique dans les pays en développement, notamment en Afrique, en raison de la malédiction des ressources (Tiba, 2019). D'un autre côté, les rentes des ressources naturelles ne sont pas considérées comme un moteur de croissance économique par les pays africains. Depuis lors, le syndrome hollandais a conduit à la malédiction des ressources, la cause économique la plus courante, entraînant un ralentissement de la croissance du PIB (Sachs et Warner, 1995), mais le pétrole et les ressources naturelles favorisent indirectement la croissance par le biais des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille (Akinlo, 1995). 2012) ; qualité institutionnelle (Abdulahi et al., 2019 ; Arezki et Van der Ploeg, 2010 ; Epo et Faha, 2020). Au contraire, les études de (Ogbonna ; Ebimobowei, 2012 ; Olayungbo, 2019 ; Olayungbo et Adediran, 2017) indiquent que les revenus tirés des ressources ont un impact positif sur la croissance.

Selon les recherches de (Oyinlola et al. 2015), il existe une relation positive entre les rentes des ressources naturelles et la croissance économique, et la stabilité politique, l'État de droit, la voix et la responsabilité ont également un impact positif sur la croissance économique des pays africains. De même, la relation entre les rentes des ressources naturelles et les institutions suggère que le progrès économique est déclenché par une bonne gouvernance dans un contexte d'abondance de ressources naturelles, et pas seulement par la quantité de ressources. De plus

(Alpha et Ding, 2016) ont examiné l'impact de la dotation en ressources naturelles du Mali sur la croissance économique de 1990 à 2013 et ont constaté que les exportations de ressources naturelles avaient un impact bénéfique sur la croissance économique. Cependant, lorsque les exportations de ressources naturelles sont liées à la corruption, la croissance économique en souffre. Selon (Kaznacheev, 2017), les économies de ressources dotées d'institutions politiques de haute qualité gèrent leurs revenus et parviennent à une croissance économique et un développement social soutenus plus efficacement que les économies de ressources dotées d'institutions politiques insuffisantes.

Il est largement reconnu dans la littérature que les pays africains riches en ressources souffrent de mauvaises performances macroéconomiques ou connaissent des conflits armés prolongés, exacerbant ainsi la « crise de développement » du continent (Sachs et Warner, 1997 ; Easterly et Levine, 1997 ; Gelb, 1988 ; Easterly, 2000 ; Rodrik, 2003 ; Jensen et Wantchekon, 2004 ; Avom et Carmignani, 2010 ; Idemudia, 2012). Par exemple (Idemudia, 2012), étudiant le cas du Nigeria, affirme que « la corrélation positive entre les rentes liées aux ressources naturelles et le régime autoritaire est la plus prononcée au Nigeria. En outre (Kelley, 2016) soutient que la faiblesse des institutions et les dysfonctionnements associés sont à la fois la raison de l'existence de secteurs intensifs de ressources naturelles et de leur sous-développement politique et économique. Pour illustrer, la situation en République démocratique du Congo (Shekhawat, 2009) a constaté que la corruption continuait de déstabiliser l'économie et l'administration. Les conclusions de l'étude ont montré que les ressources de l'État étaient détournées pour financer des campagnes électorales et des comptes privés. L'étude a également révélé qu'en RDC, "entre 60 et 80% des recettes douanières seraient détournées, un quart du budget national n'a pas été correctement comptabilisé et des millions de dollars sont détournés". L'abus de pouvoir pour des gains individuels a été remarqué par le personnel de bureau des plus hauts membres du gouvernement.

De plus, (Henri, 2019) a étudié les indicateurs institutionnels et économiques qui sont plus négativement affectés par les rentes des ressources naturelles en Afrique. Les résultats ont montré que les problèmes les plus institutionnels causés par les rentes des ressources naturelles sont par ordre : corruption ; problème d'État de droit ou de justice ; des administrations publiques inefficaces ; mauvaise réglementation ; manque de voix et de responsabilité ; l'instabilité politique. Selon (Alhassan et Achaamah, 2022), l'interaction entre le système politique et les ressources révèle que la démocratie accroît les effets favorables de la rente des ressources naturelles sur la croissance, alors que les résultats sont mitigés à court terme. Les rentes spécifiques des ressources naturelles (rentes pétrolières, minérales et forestières) ont un impact favorable sur la croissance sectorielle. Les rentes pétrolières, minérales et forestières ont interagi avec le régime politique pour stimuler l'expansion agricole. La recherche a révélé qu'un système démocratique est essentiel pour l'utilisation réussie des ressources du pays et la prospérité économique à long terme.

De plus, (Ogbonna et Ebimobowei, 2012) montrent qu'il existe une relation positive entre la rente pétrolière et la croissance économique du Nigéria en utilisant une série de données chronologiques couvrant la période 2000-2009 et un modèle de régression simple. De même, (Olayungbo, 2019) applique le modèle de paramètres bayésiens variant dans le temps en utilisant une régression transversale des données annuelles de 1970 à 2015 au Nigéria pour conclure que l'exportation des revenus pétroliers à un impact positif et significatif sur la croissance économique et que le Nigéria est donc connu pour être une économie dépendante des ressources. De plus, (Hao et al. 2019) constatent qu'il existe une relation positive entre les ressources forestières et une croissance plus équilibrée en utilisant des données de panel avec 30 provinces de 2002 à 2015 et GMM en considérant la base de l'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets (EKC). Une étude récente de (Cavalcanti et al. 2011) soutient que l'abondance de pétrole améliore positivement la croissance économique en utilisant des

données de panel hétérogènes sur la période 1980-2006 et 53 pays exportateurs et importateurs de pétrole utilisant des estimateurs de type effets corrélés communs et MCO.

2.2 L'hypothèse de recherche

Alors que les travaux sur la rente des ressources naturelles ont initialement porté sur le développement économique, elle a progressivement élargi son champ sur la qualité des institutions Mousavi et Edmund, (2021). Malgré l'intérêt accordé au développement économique et la qualité des institutions africaines par les travaux précédents, comme les travaux de (Yuxiang et Chen, 2010 ; Asif et al. 2020), (Auty, 2001 ; Nawaz et al. 2019 ; Shahbaz et al. 2019), Quixina et Almeida, (2014) et Dwumfour et Ntow-Gyamfi, (2018), à notre connaissance, peu d'études ont pris en compte la relation qui existe entre les différents canaux de transmissions et la rente des ressources naturelles. D'où la nécessité pour nous de s'attarder sur l'évaluation de cette relation, afin de combler ce vide dans le monde de la littérature scientifique en Afrique, où nous examinons les effets de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique en s'appuyant sur les différents canaux de transmissions comme : la qualité des institutions, l'ouverture commerciale, les investissements directs étrangers, le capital humain.

Partant des enseignements de la théorie économique, et de l'objectif de notre recherche, nous formulons l'hypothèse que la rente des ressources naturelles à un effet positif sur la croissance économique en Afrique

H 1 La rente des ressources naturelles à un effet positif sur la croissance économique en Afrique

3. Méthodologie de recherche

Il existe à ce jour très peu de consensus sur l'effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique et sur le mécanisme qui sous-tend cet effet. En effet, à travers une Méta-analyse de 43 études sur les 02 dernières décennies, Havranek et al. (2016) ont constaté qu'environ 40% des articles empiriques sur cette question débouchaient sur un effet négatif, 40% ne trouvaient aucun effet et 20% seulement trouvaient un effet positif. Si Adabor et Buabeng, (2021), une étude récente et connexe à la nôtre, souligne que ces résultats mitigés de la littérature peuvent être attribués à plusieurs raisons, notamment les différentes méthodologies employées, les différents moyens de mesurer les ressources naturelles et les différents ensembles de variables utilisées comme variables de contrôle, nous pensons également que cette hétérogénéité peut s'expliquer par le fait que l'effet de la rente des ressources naturelles transite par des canaux de transmissions qui diffèrent d'une économie à une autre. En effet, plusieurs travaux au cours des dernières décennies ont mis en exergue l'idée selon laquelle des facteurs tel que la gouvernance ou encore la mondialisation conditionnent les résultats en termes de croissance économique dans les pays en développement (Adams et al, 2019). Sala-i-Martin et Subramanian (2008) ont montré par exemple que lorsqu'on contrôle l'effet de la qualité institutionnelle, l'effet de la rente des ressources naturelles est positif. Adams et al (2019) ont d'ailleurs commencé à explorer cette hypothèse en ce qui concerne la rente pétrolière au sein des pays producteurs de pétrole. Notre étude s'inscrit donc en continuité de cette dernière en s'intéressant à l'effet de la rente des ressources naturelles de manière générale sur la croissance économique en Afrique en contrôlant les facteurs institutionnels et la mondialisation.

3.1 Modèle économétrique

Conformément à la littérature empirique récente sur la croissance économique de (Fayissa et Nsiah, 2010) ; Atangana Ondo, 2013) nous nous appuyons sur une fonction de production du

type Cobb Douglas qui met en relation la production Y et le la Capital physique k , le niveau moyen d’instruction H , le nombre de travailleurs L et la productivité globale des facteurs A . À la date t , la relation qui relie la production maximale d’un État i aux différentes combinaisons des facteurs de production peut être spécifiée par la relation :

$$Y_{it} = A_{it} K_{it}^{\alpha} H_{it}^{\beta} L_{it}^{\gamma} \text{ avec } \alpha + \beta + \gamma \neq 1 \text{ et } \alpha \neq 0 ; \beta \neq 0 ; \gamma \neq 0 \quad (1)$$

Ici, α représente l’élasticité de la production par rapport au capital et β l’élasticité de la production par rapport au niveau moyen d’instruction du pays, γ l’élasticité du PIB par rapport au nombre total d’employés. On suppose que le résidu de Solow est représenté ici par la productivité globale des facteurs de production et par la dotation en ressource naturelle du pays ainsi que par d’autres caractéristiques du pays telle la qualité de la gouvernance et la mondialisation.

$$\text{On a alors : } A_{it} = e^{\varphi_j X_{it}} \quad (2)$$

φ_j Étant un ensemble de paramètres à estimer et X_{it} les indicateurs de la dotation en ressource naturelle, de la gouvernance et de la mondialisation. Si on intègre la relation (3) dans l’équation (2), on obtient l’équation (4) ci-dessous.

$$Y_{it} = e^{\varphi_j X_{it}} K_{it}^{\alpha} H_{it}^{\beta} L_{it}^{\gamma} \text{ Avec } \alpha + \beta + \gamma \neq 1 \text{ et } \alpha \neq 0 ; \beta \neq 0 ; \gamma \neq 0 \quad (3)$$

En linéarisant la relation (3) on obtient :

$$\text{Log}(Y)_{it} = \mu_i + \rho \text{Log}Y_{it-1} + \varphi X_{it} + \alpha \text{Log}K_{it} + \beta \text{Log}H_{it} + \gamma \text{Log}L_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Avec ε_{it} un terme d’erreurs.

Dans cette relation (4), Y est le PIB réel par tête. Nous introduisons la valeur retardée de Y afin de tenir compte de l’hypothèse de la convergence développée par Barro (1998). X est un vecteur contenant nos variables d’intérêt notamment, la rente des ressources naturelles, les indicateurs de la gouvernance et les indicateurs de la mondialisation.

3.2 Variables explicatives du modèle

- **La rente des ressources naturelles**

La plupart des études sur les ressources naturelles suivent généralement 02 pistes. Certaines études se focalisent sur une ou quelques ressources particulières ; le pétrole (Badeeb, Szulczyk et Lean, 2021), les minerais (Mehlum, Moene et Torvik, 2012). D’autres études par contre s’intéressent à l’effet de la rente globale des ressources naturelles sur la croissance économique. Si la première approche nous semble plus intéressante en ce sens qu’elle permet d’évaluer l’effet de chaque ressource permettant ainsi de mener des politiques économiques ciblées, elle se heurte généralement au problème de disponibilité des données surtout pour les pays en développement. Par ailleurs l’hétérogénéité des dotations en ressources naturelles au sein des pays limite la construction de larges échantillons pouvant permettre une meilleure généralisation des résultats de ces études. Dans le cas de notre échantillon par exemple, les pays n’ont pas les mêmes dotations en ressource naturelle, ce qui rend complexe l’évaluation ressources par ressources à défaut de morceler l’échantillon. À ce problème s’ajoute celui de la disponibilité des données pour la plupart des pays en ce qui concerne la rente spécifique de chaque ressource. Dans le cadre de cette étude, nous évaluons l’effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique à l’aide de la rente totale tirée des ressources naturelles de la Banque Mondiale.

- **Les facteurs de gouvernance**

Depuis les travaux de North (1990), on sait que les facteurs institutionnels de conditionnement les résultats en termes de performance économique. Dans le cadre de cette étude, nous mesurons les facteurs institutionnels à l’aide des indicateurs de la gouvernance de la Banque mondiale développés par Kauffman et Kray et Mastruzzi (1996). Sur les 06 dimensions proposées, nous ne prenons en compte que 03 dimensions afin d’éviter des problèmes de multicollinéarité. Nous

pensons que la stabilité politique, la corruption et la qualité de la régulation sont les dimensions les plus intéressantes pour évaluer la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique dans un contexte africain marqué par des troubles politiques, une corruption ambiante et parfois des institutions de régulations des marchés encore en construction.

• La mondialisation

Bien que le phénomène de mondialisation englobe à la fois les dimensions économiques, politiques et culturelles, nous nous intéressons dans le cadre de cette étude à la dimension économique qui nous semble la plus pertinente pour conditionner la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique. En effet, plusieurs études montrent que beaucoup d'IDE qui affluent en Afrique sont orientées vers le secteur des ressources naturelles, avec des succès limités enregistrés dans les flux d'IDE axés sur la recherche de marché et l'efficacité (Ezeoha et Cattaneo, 2012 ; Asiedu, 2006 ; Asiedu et Lien, 2011). En outre, selon le rapport de la BAD ((2016) Catalyser la croissance et le développement par une gestion efficace des ressources naturelles, les minéraux représentent une moyenne de 70% du total des exportations africaines et environ 28% du produit intérieur brut. Dans le cadre de cette étude, l'exposition au commerce international sera mesurée par le taux d'ouverture commerciale définie tel que :

$$Ouverture = \frac{Importations + Exportations}{PIB} \quad (5)$$

Les IDE quant à eux seront mesurés par les flux nets entrant d'IDE. Les données relatives à ces variables sont tirées du centre de données de la CNUCED.

• Les autres variables de contrôle

Nous utilisons les déterminants traditionnels de la croissance économique fournis par la littérature théorique et empirique, notamment l'investissement mesurée ici par la Formation Brut de Capital Fixe (FBCF), le Capital humain que nous captons par le niveau d'espérance de vie à la naissance pour la dimension relative à la santé et le taux Brut d'inscription dans le primaire pour la dimension relative à l'instruction. Bien qu'il aurait été plus pertinent d'utiliser le taux brut d'inscription dans le secondaire ou le tertiaire, le manque de données nous contraint à l'utilisation du taux brut d'inscription au primaire même si ce taux est très élevé de nos jours dans presque tous les pays du monde du fait des efforts de la communauté internationale pour assurer l'éducation de base partout dans le monde ces dernières décennies. Nous tenons également compte de l'inflation afin de prendre en compte les effets de conjoncture.

La liste complète des autres variables ainsi que leur mesure et leur description sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Dans cette relation (5), est le taux de croissance du PIB par tête et correspond à la liste complète d'autres variables du modèle qui sont consignées ci-dessous.

Tableau 1 : Liste des variables du modèle explicatives

Variables	Description	Source
PIB réel par tête	PIB évalué au prix constant/Population totale	WDI 2023
Rente des ressources naturelles	Part des ressources naturelles dans le PIB	WDI 2023
Taux d'ouverture commerciale	(Importation + Exportation) / PIB	WDI 2023
Investissement	Formation Brute de Capital Fixe par tête	WDI 2023
Inflation	Taux d'inflation en glissement annuel	WDI 2023
Force de travail	Taux de participation de la force de travail	WDI 2023
Capital humain	Espérance de vie à la naissance	WDI 2023
Capital Humain	Taux brut d'inscription au primaire	WDI 2023
IDE	Flux entrant d'IDE par tête	WDI 2023
Maîtrise de la Corruption	Indice de maîtrise de la corruption	WGI 2023

Qualité de la régulation
Stabilité politique

Indice de la qualité de la régulation
Indice de stabilité politique

WGI 2023
WGI 2023

Source : Auteur (WDI 2023)

4. Résultats et discussion

4.1. Principe de l'estimation

L'estimation de la relation (5) pose un certain nombre de problèmes du point de vue économétriques. En effet, l'existence de la variable dépendante décalée parmi les variables de droite en raison de la présence d'un processus d'ajustement pose un problème d'endogénéité. Par ailleurs, la prise en compte de variables endogènes comme les indicateurs de la qualité des institutions et les proxys de l'éducation pose également des problèmes d'endogénéité (Acemoglu et al, 2014). Selon la CEA (2009), une croissance négative persistante peut par exemple être le signe d'une dégradation de la gouvernance et de la capacité de l'État, ce qui peut constituer un facteur de risque (cas de la Sierra Leone, du Liberia et de la République démocratique du Congo). Dans le même temps, une dégradation de la qualité institutionnelle aura des effets négatifs sur la croissance économique. En outre, l'endogénéité peut également provenir de l'erreur de mesure des variables explicatives. Acemoglu et al. (2001) ainsi que (Williams et Siddique, 2008), soulignent à ce propos que les variables sur la qualité des institutions sont issues des opinions d'experts et des données d'enquête et sont de ce fait potentiellement sujettes à des erreurs de mesure. Une autre source d'endogénéité est l'existence de variable omise : les indicateurs de la qualité des institutions et de l'éducation pourraient être corrélés avec des variables non observées spécifiques aux pays.

Dans ces conditions une estimation par les MCO n'est plus pertinente, l'hypothèse d'exogénéité étant violée. Pour résoudre ces problèmes, nous pouvons recourir aux différentes méthodes de variables instrumentales, notamment la Méthode des Moments Généralisés (GMM) développée par (Arellano et Bond, 1991). Elle consiste à passer de l'équation de référence (5) à une équation en différences premières pour éliminer les effets fixes pays. Mais cette méthode pose problème dans la mesure où le terme d'erreur est par construction, corrélé avec la variable endogène retardée et les instruments sont moins pertinents si le processus autorégressif va au-delà de l'ordre 1. Nous adopterons donc la démarche de (Blundell et Bond, 1998, Arellano et Bover, 1995) qui permet d'utiliser les variables retardées, mais différenciées comme instruments. L'avantage avec cette méthode qu'elle identifie les variables endogènes du modèle et par conséquent les instruments et fixe la limite des retards des variables endogènes différenciées utilisées comme instruments. Elle repose sur les conditions d'orthogonalité suivantes :

$$E[Y_{-}(i, t - p); (\mu_{-}(i, t) - \mu_{-}(i, t - p))] = 0 \quad p \geq 2 \quad (6)$$

$$E[X_{-}(i, t - p); (\mu_{-}(i, t) - \mu_{-}(i, t - p))] = 0 \quad p \geq 2 \quad (7)$$

Avec un vecteur contenant toutes les variables explicatives du modèle autre que la variable endogène retardée. Plus précisément, la version modifiée de cet estimateur proposée par Roodman (2009a, 2009b) est mobilisée. Il permet notamment de mieux traiter les problèmes de proliférations des instruments. L'approche en deux étapes de cet estimateur est retenue pour sa capacité à traiter les problèmes d'hétéroscédasticités. L'équation en différence première et les effets temporels sont utilisés comme instruments.

• Test de robustesse

La méthode ci-dessus repose sur des hypothèses fortes, sa mise en œuvre nécessite donc que soient effectués des tests de robustesses. À cet effet nous optons pour 02 séries de tests à savoir le test de sur identification de Sargan/Hansen qui nous permettra de décider de la validité de nos instruments ; il sera concluant si l'hypothèse nulle est rejetée au seuil de 10%. Par ailleurs le test de Hansen sera privilégié au test de Sargan à cause de sa robustesse même lorsqu'il y a

des problèmes d'hétéroscédasticité. Le second test sera le test d'auto corrélation de second ordre d'Arellano et Bond ; il est concluant si l'hypothèse nulle ne peut être rejetée au seuil de 10%.

4.2. Discussion des résultats

Les résultats des tableaux 2 et 3 montrent que la hausse des rentes des ressources naturelles n'a pas d'effet bénéfique direct sur la croissance économique. Le tableau 2 montre des effets positifs, mais non significatifs, tandis que le tableau 3 montre des effets négatifs et significatifs plus souvent que des effets positifs non significatifs. Ce résultat, qui peut paraître ambigu au premier abord, est pourtant celui que l'on retrouve le plus dans la littérature. En Afrique particulièrement, d'études comme celles de Acquah-andoh et al. (2018) et de Zallé (2019). En effet, les travaux d'Acquah-andoh et al. 2018 trouvent au Ghana que les rentes pétrolières n'ont aucun effet significatif sur la croissance économique. Tandis que les travaux de Zallé (2019) aboutissent à des effets négatifs et significatifs dans 29 pays africains entre 2000 et 2015.

Tableau 2 : Résultats de l'estimation de l'effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique par la méthode des GMM

VARIABLES	Log (GDPPC)	Log (GDPPC)	Log (GDPPC)	Log (GDPPC)	Log (GDPPC)
Log(GDPPC)-1	1.005*** (0.0466)	0.965*** (0.0110)	0.880*** (0.0650)	0.994*** (0.0104)	0.873*** (0.0364)
Rente totale des ressources naturelles	0.000859 (0.00362)	0.000624 (0.000475)	0.00109 (0.00242)	0.00115 (0.000863)	0.00245 (0.00157)
IDE		0.00206*** (0.000624)			0.000126 (0.000908)
Ouverture commerciale		0.00161*** (0.000316)			0.00118*** (0.000426)
Taux brut d'inscription dans le primaire			0.00600** (0.00224)		0.00204** (0.000958)
Esperance de vie			-0.263 (0.250)		-0.0327 (0.144)
Maitrise de la corruption				0.0548** (0.0253)	0.139*** (0.0406)
Qualité de la régulation				0.0563** (0.0232)	0.0169 (0.0424)
Stabilité politique				-0.0261* (0.0137)	-0.00700 (0.0175)
Formation Brute de Capital Fixe					-0.00158 (0.00108)
Inflation					-0.000403 (0.000987)
Force de travail					-0.000978 (0.00240)
Cons	-0.0202 (0.326)	0.145 (0.0890)	1.353 (0.962)	0.0970 (0.0717)	0.943** (0.431)
Observations	990	912	650	988	552
Pays	54	51	48	54	42
Fisher	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
AR(1)	0.104	0.123	0.003	0.103	0.001
AR(2)	0.972	0.925	0.506	0.976	0.193
Hansen	0.441	0.215	0.576	0.389	0.297
Instruments	8	30	12	19	26

Note : Ecart-type entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Source : Auteur avec Stata.

Des résultats qui représentent un paradoxe, il est contre intuitif de se dire que plus un pays possède un sous-sol riche, plus il est pauvre ou dans le meilleur des cas que cela ne change rien à sa situation. Ce sont des résultats qui sont totalement en contradiction avec la vision de Rostow (1961) qui soutenait que les pays riches en ressources naturelles pourraient fonder leurs croissances économiques dessus. Pourtant, des contre-exemples existent, puisque des pays comme la Norvège ou encore les États-Unis d'Amérique ont assez bien utilisé leur dotation en ressources naturelles pour se garantir une croissance économique et transformer différents aspects de son économie. Les pays africains, dans l'ensemble, ne parviennent pas à reproduire l'exemple des pays comme la Norvège. La littérature tend à postuler que ces pays sont victimes d'une malédiction. Maudits par une abondance des ressources naturelles.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation de l'effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique par la méthode des GMM

VARIABLES	Log (GDPPC)	Log (GDPPC)	Log (GDPPC)
Log(GDPPC)-1	0.962*** (0.00580)	1.010*** (0.00514)	0.930*** (0.0125)
Rente des ressources naturelles	-0.00486*** (0.000964)	-0.0198*** (0.00658)	0.00121 (0.00144)
Ouverture commerciale	0.000289** (0.000124)		
IDE	0.00110** (0.000518)		
Ouverture commerciale*rente des ressources naturelles	5.83e-05*** (7.97e-06)		
IDE *rente des ressources naturelles	-2.30e-05 (1.95e-05)		
Taux brut inscription primaire		0.000886** (0.000414)	
Espérance de vie		-0.136** (0.0567)	
Taux brut inscription primaire * rente des ressources naturelles		4.82e-05*** (1.20e-05)	
Espérance de vie * rente des ressources naturelles		0.00420** (0.00163)	
Maitrise de la corruption			0.0136 (0.0251)
Qualité de la régulation			0.0653** (0.0247)
Stabilité politique			-0.0615*** (0.0141)
Maitrise de la corruption* rente des ressources naturelles			0.00387** (0.00150)
Qualité de la régulation* rente des ressources naturelles			-0.00571*** (0.00127)
Stabilité politique * rente des ressources naturelles			0.00235*** (0.000356)
Constant	0.271*** (0.0488)	0.389* (0.206)	0.523*** (0.0984)
Observations	912	650	988
Pays	51	48	54
Fisher	0.000	0.000	0.000
AR(1)	0.120	0.000	0.088
AR(2)	0.886	0.153	0.560
Hansen	0.148	0.396	0.147
Instruments	33	38	29

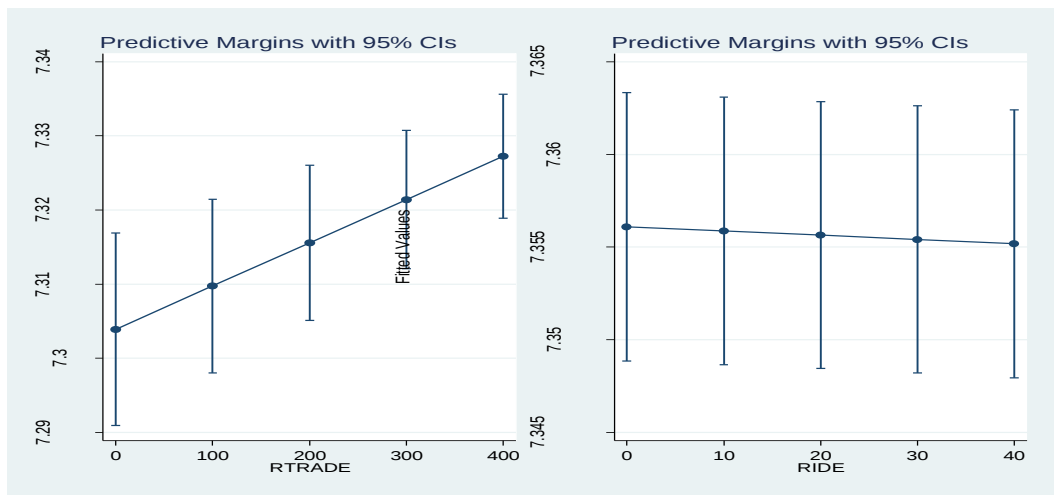
Note: Standard errors in parentheses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Source : Auteur avec stata.

Cependant, la littérature pense de plus en plus que la différence des résultats entre les pays africains et les autres vient de divers aspects de l'économie. Notamment, la qualité des institutions, le capital humain ou encore les IDE et l'ouverture commerciale (Tomas Havranek et al. 2016 ; Zallé, 2019) expliquent que ce résultat varie avec la qualité des institutions de chaque pays. Le tableau 2 permet de tester ce point de vue en se concentrant sur trois aspects, les investissements directs étrangers et l'ouverture commerciale, le capital humain, et la gouvernance.

En ce qui concerne les IDE et l'ouverture commerciale, les résultats montrent que la hausse des IDE entrants et l'ouverture commerciale sont bénéfiques pour la croissance économique. Les IDE permettent l'implantation de nouvelles entreprises sur le continent, ce qui signifie une baisse du chômage, une hausse de la demande, et une hausse de la production entre autres. L'ouverture commerciale permet aux producteurs nationaux d'accéder à un marché plus vaste, et ainsi à une hausse de la production. Cependant, en ce qui concerne les interactions avec les rentes des ressources naturelles, les résultats divergent.

Graphique 1 : Marginplot des canaux de transmissions : Ouverture commerciale et IDE

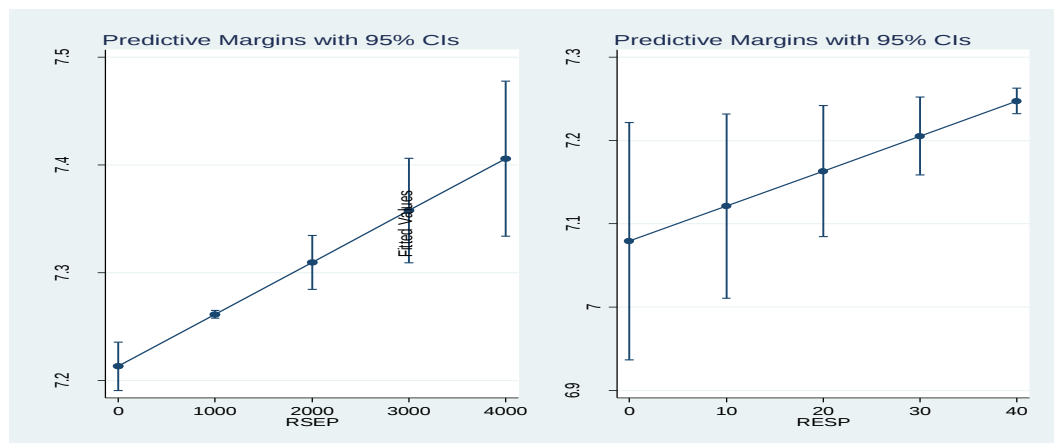


Source : Auteur avec Stata.

Tout d'abord pour l'ouverture commerciale, les résultats montrent que lorsque la hausse de la rente des ressources naturelles s'accompagne de l'ouverture commerciale, elle devient significativement bénéfique pour la croissance économique des pays africains. Un résultat compréhensible puisque la plupart des pays africains exportent la majorité de leurs productions (extractions) de ressources naturelles (Dramani et al. 2022). Cependant en ce qui concerne les IDE, le résultat est moins intéressant. Les résultats montrent que dans les pays africains avec une abondance des ressources naturelles, l'affluence des IDE ne contribue pas à la croissance économique, mais tend plutôt à la nuire. Le plus souvent dans ces pays, la majorité des IDE sont dans le secteur des ressources naturelles. Des IDE souvent gangrenés par la gouvernance de ces pays. Ainsi, les IDE ne s'accompagnent pas d'une transformation de l'économie, le plus souvent ces IDE n'ont pas de perspectives de la transformation des ressources naturelles sur place, mais tout simplement de l'extraction et de l'exportation, ce qui empêche le transfert de compétences et de technologies. Ces résultats sont en accord avec Asiedu (2006) qui pensent que, pour booster leurs croissances économiques, les pays africains doivent attirer les IDE autrement que par leurs ressources naturelles. Ils sont également en accord avec les travaux de Hayat et Tahir (2021) qui trouvent que dans les pays où les exportations des ressources naturelles sont trop importantes, les IDE n'ont plus d'impact positif sur la croissance économique. La figure 1 ci-dessus permet bien de retracer les résultats de ces interactions.

Pour ce qui est du capital humain, si les résultats montrent que la hausse de l'espérance de vie nuit à la croissance économique, les résultats du tableau 2, et de la figure 2, montrent que le capital humain permet de booster les bénéfices des ressources naturelles sur la croissance économique. Avec une population mieux éduquée, les pays peuvent mieux négocier leurs contrats avec les partenaires étrangers, transformer leurs productions et ainsi exporter plus cher. Avec une population éduquée, ces pays peuvent mieux user de leurs ressources naturelles au sein de leurs propres économies (Rahim et al. 2021).

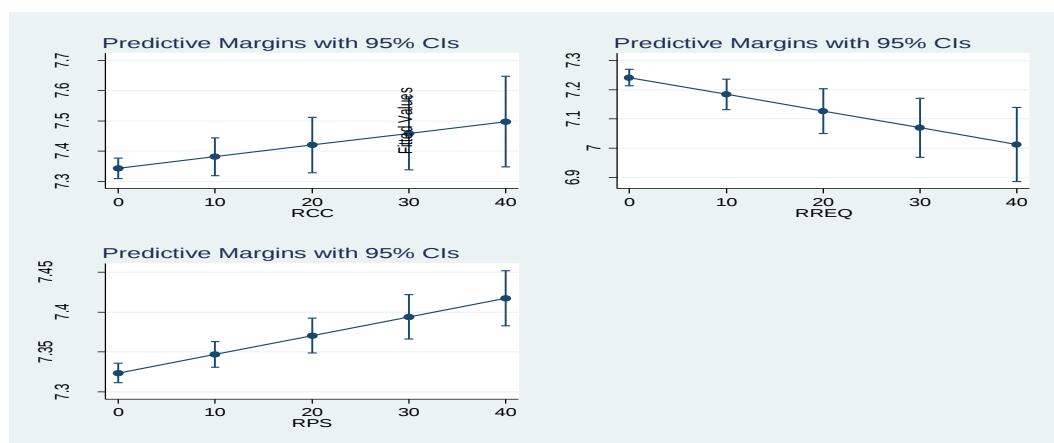
Graphique 2 : Marginplot des canaux de transmissions : Capital humain



Source : Auteur avec Stata.

Par ailleurs, si les rentes des ressources naturelles sont utilisées pour financer le capital humain, la hausse du capital humain permet de développer d'autres secteurs moins dépendants des ressources naturelles et ainsi accentuer la croissance économique. Ces résultats sont partagés par les travaux de (Zallé, 2019) qui trouvent également que le capital humain est un canal important pour les ressources naturelles en Afrique.

Graphique 3 : Marginplot des canaux de transmissions : Gouvernance



Source : Auteur avec stata.

Pour ce qui est de la gouvernance, les résultats sont en accord avec ceux de (Antonakakis et al. 2017). En effet, les résultats montrent que la gouvernance économique ne modifie pas l'effet des ressources naturelles sur la croissance économique. En revanche, une hausse des rentes des ressources naturelles, couplée d'une hausse de la qualité de la gouvernance, favorise significativement la croissance économique en Afrique. La figure 3 ci-dessus l'illustre bien. Le secteur des ressources naturelles en Afrique est souvent miné de corruption, les différentes autorités poursuivant des intérêts privés, une recherche effrénée de rente, au détriment de

l'intérêt collectif. De plus, ce sont des pays qui connaissent souvent des tensions politiques, ce qui empêche les ressources naturelles de bénéficier significativement à la croissance économique.

Ce sont aussi des résultats qui se retrouvent dans les travaux de (Antonakakis et al. 2017) qui trouvent sur un panel de 76 pays que pour les pays en développement, une mauvaise gouvernance politique entrave les bénéfices des ressources naturelles sur la croissance économique. Cependant (Epo et Faha, 2019) ne trouvent pas des résultats similaires, surtout en ce qui concerne la qualité de la régulation. Une différence de résultat, qui n'est point une contradiction, mais un affinement. En effet, les résultats d'Epo et Faha (2019) expliquent qu'ils existent des seuils qui font varier ces relations. Ainsi, les effets des divers indicateurs de la gouvernance peuvent être différents, selon le seuil où se trouve l'économie.

5. Conclusion

L'une des caractéristiques des économies africaines est leur forte dotation en ressources naturelles les économistes traditionnels tels qu'Adam Smith et David Ricardo affirment que la richesse en ressources naturelles améliore la croissance économique (Smith, 1776). Cependant, l'évolution récente de la littérature économique a largement critiqué la validité de cette affirmation. De telles études indiquent que les pays riches en ressources naturelles connaissent des taux de croissance inférieurs à ceux de leurs homologues pauvres en ressources (Sachs et Warner, 1995 ; Badeeb et al. 2017) Auty (1993). Le débat théorique autour de cette question est donc davantage légitime dans le contexte des économies africaines. Dans cette étude, nous soutenons le point de vue selon lequel la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique est conditionnée par plusieurs facteurs, les uns économiques et d'autres politiques. Ce chapitre avait ainsi pour objectif d'évaluer les canaux de transmission de la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique en Afrique sur la période 2002-2022 en utilisant les données de la Banque mondiale et de la CNUCED. Après un état des lieux de la croissance économique en Afrique, qui a permis de mettre en exergue le caractère volatil de la croissance économique dans la région, nous avons effectué une analyse théorique des canaux de transmission de la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique en Afrique. Cette première analyse a été complétée par une analyse économétrique en utilisant la méthode des GMM en système. Nos résultats suggèrent plusieurs enseignements. Premièrement, la rente des ressources naturelles n'a pas une influence directe significative sur la croissance économique en Afrique. Deuxièmement, la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique est conditionnée par l'ouverture commerciale, le capital humain (éducation et santé), la maîtrise de la corruption, la stabilité politique et la qualité de la régulation. De manière concrète, la rente des ressources naturelles associée à l'ouverture commerciale a un effet positif sur le taux de croissance du PIB par tête. De la même manière, la rente des ressources naturelles dans un contexte où le capital humain est suffisant s'accompagne d'une hausse du taux de croissance du PIB par tête. De la même manière, l'augmentation de la rente des ressources naturelles dans un contexte de stabilité politique et de maîtrise de la corruption a un effet bénéfique sur la croissance économique en Afrique.

De ce qui précède, nous pouvons dès lors formuler quelques recommandations des politiques économiques. Ainsi, pour booster la croissance économique, les pays africains doivent :

- **Promouvoir le capital humain, améliorer la qualité des infrastructures.**

Les résultats ont montré que le capital humain améliore l'effet bénéfique de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique. En effet, la faible croissance, la productivité de la main-d'œuvre et la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée représentent les principales

contraintes des pays en développement en général. Ainsi, la création de nouvelles activités à haute valeur ajoutée et l'exportation des produits hautement sophistiqués nécessitent une amélioration des politiques de formation, d'éducation et de recherche. En conséquence, une stratégie à long terme devrait être mise en place afin de s'assurer que le potentiel en termes de main-d'œuvre qualifiée et productive soit effectif afin d'alimenter les besoins des nouvelles stratégies industrielles et de faire face à une croissance de la population active.

- **Renforcer l'intégration sous régionale et aux chaînes de valeurs mondiales sources de croissance**

Cette étude met en exergue le rôle majeur de l'ouverture commerciale sur la croissance économique de l'Afrique. En effet l'intégration régionale est une impulsion majeure pour la croissance en facilitant la circulation inter-régionale des capitaux et du travail et en élargissant les marchés pour les producteurs locaux. Compte tenu du rôle important de l'ouverture aux échanges, il semble bien que le processus d'intégration sous régionale, couplé avec des politiques industrielles adaptées, permettraient, en jouant sur les avantages comparatifs en ressources naturelles et les complémentarités, de promouvoir davantage la diversification et l'industrialisation en Afrique.

- **Lutter contre la corruption et mettre en place des institutions politiques afin de garantir la stabilité politique**

Nos résultats ont mis en exergue l'effet bénéfique de la stabilité politique et de la maîtrise de la corruption sur la relation entre la rente des ressources naturelles et la croissance économique en Afrique. En effet, une corruption non maîtrisée favorise des comportements de recherche de rente de la part des gouvernants, ce qui entraîne un détournement des retombées tirées des ressources naturelles au profit de quelques individus. Par ailleurs un boom des ressources naturelles dans un contexte d'institutions politiques non mature est de nature à favoriser l'instabilité politique et perverti l'effet de la rente des ressources naturelles sur la croissance économique.

Références

- (1). Acemoglu, D., Gallego, F. A., & Robinson, J. A. (2014). Institutions, Human Capital, and Development. *Annual Review of Economics*, 6(1), 875-912.
- (2). Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development : An empirical investigation. *American economic review*, 91(5), 1369-1401.
- (3). Acquah-Andoh, E., Gyeyir, D. M., Aanye, D. M., & Ifelebuegu, A. (2018). Oil and gas production and the growth of Ghana's economy : An initial assessment. *International Journal of Economics & Financial Research*, 4(10), 303-312.
- (4). Ali, I., & Son, H. H. (2007). Measuring inclusive growth. *Asian Development Review*, 24(1), 11.
- (5). Alpha, B. B., & Ding, Y. (2016). A study on the impact of natural resources endowment on economic growth : Empirical evidence from Mali. *Journal of Economics*, 4(4), 81-103.
- (6). Ampofo, G. K. M., Cheng, J., Asante, D. A., & Bosah, P. (2020). Total natural resource rents, trade openness and economic growth in the top mineral-rich countries : New evidence from nonlinear and asymmetric analysis. *Resources Policy*, 68, 101710.
- (7). Anand, R., Mishra, M. S., & Peiris, M. S. J. (2013). *Inclusive growth : Measurement and determinants*. International Monetary Fund.

- (8). Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data : Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The review of economic studies*, 58(2), 277-297.
- (9). Arellano, M., & Bover, O. (1995a). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of econometrics*, 68(1), 29-51.
- (10). Arellano, M., & Bover, O. (1995b). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of econometrics*, 68(1), 29-51.
- (11). Arellano, M., & Bover, O. (1995c). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of econometrics*, 68(1), 29-51.
- (12). Arezki, R., & Van Der Ploeg, F. (2010). Trade policies, institutions and the natural resource curse. *Applied Economics Letters*, 17(15), 1443-1451.
- (13). Asiedu, E. (2006). Foreign Direct Investment in Africa : The Role of Natural Resources, Market Size, Government Policy, Institutions and Political Instability. *The World Economy*, 29(1), 63-77.
- (14). Asiedu, E., & Lien, D. (2011). Democracy, foreign direct investment and natural resources. *Journal of international economics*, 84(1), 99-111.
- (15). Atangana Ondo, H. (2013). Gouvernance et croissance économique en Afrique. *African Development Review*, 25(2), 130-147.
- (16). Auty, R., & Warhurst, A. (1993). Sustainable development in mineral exporting economies. *Resources Policy*, 19(1), 14-29.
- (17). Avom 3, D., & Carmignani 4, F. (2010). L'Afrique Centrale 1 peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base 2? *Revue d'économie du développement*, 2, 47-72.
- (18). Badeeb, R. A., Lean, H. H., & Clark, J. (2017). The evolution of the natural resource curse thesis : A critical literature survey. *Resources Policy*, 51, 123-134.
- (19). Badeeb, R. A., Szulczyk, K. R., & Lean, H. H. (2021). Asymmetries in the effect of oil rent shocks on economic growth : A sectoral analysis from the perspective of the oil curse. *Resources Policy*, 74, 102326.
- (20). Bailblé, E. (2022). *Pour une histoire lexicométrique de l'altérité culturelle : États-Unis et Europe occidentale 1945-1991*.
- (21). Beegle, K., & Christiaensen, L. (s. d.). *La réduction de la pauvreté*.
- (22). Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of econometrics*, 87(1), 115-143.
- (23). Cudeville, E., & Guénard, C. (2014). Institutions et développement. *EcoFlash: Mensuel d'informations économiques et sociales*, 290, 1-6.
- (24). Dramani, J. B., Abdul Rahman, Y., Sulemana, M., & Owusu Takyi, P. (2022). Natural resource dependence and economic growth in SSA : Are there threshold effects? *Development Studies Research*, 9(1), 230-245.
- (25). Easterly, W., & Kraay, A. (2000). Small states, small problems? Income, growth, and volatility in small states. *World development*, 28(11), 2013-2027.
- (26). Epo, B. N., & Nochi Faha, D. R. (2020). Natural Resources, Institutional Quality, and Economic Growth : An African Tale. *The European Journal of Development Research*, 32(1), 99-128.
- (27). Ezeoha, A. E., & Cattaneo, N. (2012). FDI Flows to Sub-Saharan Africa : The Impact of Finance, Institutions, and Natural Resource Endowment. *Comparative Economic Studies*, 54(3), 597-632.
- (28). Fayissa, B., & Nsiah, C. (2010). The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa. *The American Economist*, 55(2), 92-103.
- (29). Gelb, A. H. (1988). *Oil windfalls : Blessing or curse?* Oxford university press.
- (30). Havranek, T., Horvath, R., & Zeynalov, A. (2016). Natural resources and economic growth : A meta-analysis. *World Development*, 88, 134-151.

- (31). Henri, P. A. O. (2019). Natural resources curse : A reality in Africa. *Resources policy*, 63, 101406.
- (32). Ianchovichina, E., & Lundström, S. (2009). Inclusive growth analytics : Framework and application. *World Bank Policy Research Working Paper*, 4851.
- (33). Idemudia, U. (2012). The resource curse and the decentralization of oil revenue : The case of Nigeria. *Journal of Cleaner Production*, 35, 183-193.
- (34). *Industrialisation for Structural Transformation in Africa : Appropriate Roles for the State | Journal of African Economies | Oxford Academic*. (s. d.).
- (35). Jensen, N., & Wantchekon, L. (2004). Resource Wealth and Political Regimes in Africa. *Comparative Political Studies*, 37(7), 816-841.
- (36). Karl, T. L. (1997). *The paradox of plenty : Oil booms and petro-states* (Vol. 26). Univ of California Press.
- (37). Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2006). *Governance matters V : Aggregate and individual governance indicators for 1996-2005* (Vol. 4012). World Bank Publications.
- (38). Kayentao, H. (2014). *L'examen de la contribution de l'exploitation minière à l'économie malienne/mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en comptabilité contrôle et audit par Hawa Kayentao;[directrice de recherche, Manon Deslandes]*.
- (39). Kaznacheev, P. (2017). Curse or blessing? How institutions determine success in resource-rich economies. *How Institutions Determine Success in Resource-Rich Economies (January 11, 2017). Cato Institute Policy Analysis*, 808.
- (40). Klasen, S. (2010). *Measuring and monitoring inclusive growth : Multiple definitions, open questions, and some constructive proposals*.
- (41). Kwakwa, P. A., Adzawla, W., Alhassan, H., & Achaamah, A. (2022). Natural resources and economic growth : Does political regime matter for Tunisia? *Journal of Public Affairs*, 22(S1), e2707.
- (42). Mehibel, S., Menna, K., & Boudjana, R. H. (2022). Diversification économique, qualité des institutions et ressources naturelles : Cas de l'Algérie. *Les cahiers du cread*, 38(3), 109-146.
- (43). Mehlum, H., Moene, K., & Torvik, R. (2012). Mineral Rents and Social Development in Norway. In K. Hujo (Éd.), *Mineral Rents and the Financing of Social Policy* (p. 155-184). Palgrave Macmillan UK.
- (44). Moradbeigi, M., & Law, S. H. (2017). The role of financial development in the oil-growth nexus. *Resources Policy*, 53, 164-172.
- (45). Ncube, M. (2015). Inclusive growth in Africa : Current performance and prospects. *Africa at a fork in the road: Taking off or disappointment once again*, 87-119.
- (46). North, D. C. (1990). A Transaction Cost Theory of Politics. *Journal of Theoretical Politics*, 2(4), 355-367.
- (47). Ogbonna, G. N., & Ebimobowei, A. (2012a). Impact of petroleum revenue and the economy of Nigeria. *Current Research Journal of Economic Theory*, 4(2), 11-17.
- (48). Ogbonna, G. N., & Ebimobowei, A. (2012b). Impact of tax reforms and economic growth of Nigeria : A time series analysis. *Current Research Journal of Social Sciences*, 4(1), 62-68.
- (49). Olayungbo, D. O., & Adediran, K. A. (2017). Effects of Oil Revenue and Institutional Quality on Economic Growth with an ARDL Approach. *Energy and Policy Research*, 4(1), 44-54.
- (50). Olayungbo, D. O., & Quadri, A. (2019). Remittances, financial development and economic growth in sub-Saharan African countries : Evidence from a PMG-ARDL approach. *Financial Innovation*, 5(1), 9.

- (51). Ondoua, A. (s.d.). *Ressources naturelles et croissance économique en Afrique*. Consulté 15 février 2024, à l'adresse
- (52). Ouoba, Y. (2016). Natural resources : Funds and economic performance of resource-rich countries. *Resources Policy*, 50, 108-116.
- (53). Oyinlola, M. A., Adeniyi, O. A., & Raheem, I. D. (2015). Natural resource abundance, institutions and economic growth in Africa. *African J. of Economic and Sustainable Development*, 4(1), 34.
- (54). Rauniyar, G. P., & Kanbur, R. (2010). *Inclusive Development : Two Papers on Conceptualization, Application, and the ADB Perspective*.
- (55). Rauniyar, G., & Kanbur, R. (2010). Inclusive growth and inclusive development : A review and synthesis of Asian Development Bank literature. *Journal of the Asia Pacific Economy*, 15(4), 455-469.
- (56). Ricardo, D. (1819). *Proposals for an economical and secure currency : With observations on the profits of the Bank of England, as they regard the public and the proprietors of bank stock*. John Murray.
- (57). Roodman, D. (2009). How to do Xtabond2 : An Introduction to Difference and System GMM in Stata. *The Stata Journal: Promoting Communications on Statistics and Stata*, 9(1), 86-136.
- (58). Sachs, J. D., & Warner, A. (1995). *Natural resource abundance and economic growth*. National bureau of economic research Cambridge, Mass., USA.
- (59). Sachs, J. D., & Warner, A. M. (1997). Sources of Slow Growth in African Economies1. *Journal of African Economies*, 6(3), 335-376.
- (60). Shekhawat, S. (2009). Governance crisis and conflict in the Democratic Republic of Congo. *University of Mumbai, Working Paper*, 6, 7-17.
- (61). Smith, A. (1776a). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. McMaster University Archive for the History of Economic Thought.
- (62). Smith, A. (1776b). *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*. McMaster University Archive for the History of Economic Thought; 1776.
- (63). Talahite*, F. (2012). La rente et l'État rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui? *Revue Tiers Monde*, 2, 143-160.
- (64). Tiba, S. (2019). Modeling the nexus between resources abundance and economic growth : An overview from the PSTR model. *Resources policy*, 64, 101503.
- (65). Tiba, S., & Frikha, M. (2020). Africa Is Rich, Africans Are Poor! A Blessing or Curse : An Application of Cointegration Techniques. *Journal of the Knowledge Economy*, 11(1), 114-139.
- (66). UChENNA, E., & OPEYEMI, A. (s.d.). Déterminants des dépenses énergétiques des ménages : Analyse sexospécifique réalisée au Nigeria1. *La revue des énergies durables de la CEDEAO (ESEJ)*, 9.
- (67). Van der Ploeg, F., & Venables, A. J. (2011). Harnessing Windfall Revenues : Optimal Policies for Resource-Rich Developing Economies. *The Economic Journal*, 121(551), 1-30.
- (68). Wegenast, T., & Beck, J. (2020). Mining, rural livelihoods and food security : A disaggregated analysis of sub-Saharan Africa. *World Development*, 130, 104921.
- (69). Williams, A., & Siddique, A. (2008). The use (and abuse) of governance indicators in economics : A review. *Economics of Governance*, 9(2), 131-175.
- (70). Wrigley, E. A. (1967). The Supply of Raw Materials in the Industrial Revolution. In *The Causes of the Industrial Revolution in England*. Routledge.
- (71). Zallé, O. (2019). Natural resources and economic growth in Africa : The role of institutional quality and human capital. *Resources Policy*, 62, 616-624.